



# MARCHE DE TRAVAUX

## Règlement de la consultation N°2025GEI0403

### Maître d'ouvrage

---

DEPARTEMENT DES LANDES  
Adresse : 23 rue Victor Hugo 40025 MONT-DE-MARSAN  
Téléphone : +33 0558054040  
marchespublics@landes.fr

### Objet de la consultation

---

Montfort-en-Chalosse - Confortement de talus entre la place François Dupaya et la voie verte

#### **Date limite de remise des offres :**

**Date : 22 Juillet 2025** .....

**Heure : 10 h 00** .....

# Sommaire

<b>1. Objet du marché.....</b>	<b>3</b>
1.1 Forme du marché.....	3
1.2 Nomenclature CPV .....	3
1.3 Durée du marché – Reconduction – Délais d’exécution .....	3
1.4 Reconduction.....	4
1.5 Insertion sociale - Mise en œuvre de l'article R2111-10 du Code de la Commande Publique.....	4
<b>2. Organisation de la consultation .....</b>	<b>4</b>
2.1 Procédure de passation .....	4
2.2 Dispositions relatives aux groupements .....	4
2.3 Variantes .....	5
2.4 PSE – Prestations supplémentaires éventuelles .....	5
2.5 Modification de détail au dossier de consultation .....	5
2.6 Délai de validité des offres .....	5
2.7 Visite des lieux d’exécution du marché .....	5
<b>3. Contenu du dossier de consultation.....</b>	<b>6</b>
<b>4. Retrait du dossier de consultation .....</b>	<b>6</b>
<b>5. Présentation des candidatures et des offres .....</b>	<b>6</b>
5.1 Éléments nécessaires à la sélection des candidatures :.....	6
5.2 Éléments nécessaires au choix de l'offre .....	7
<b>6. Jugement des candidatures, des offres et attribution du marché.....</b>	<b>8</b>
6.1 Jugement des candidatures .....	8
6.2 Jugement des offres .....	8
6.3 Attribution du marché .....	9
<b>7. Conditions d’envoi et de remise des candidatures et des offres .....</b>	<b>9</b>
<b>8. Renseignements complémentaires.....</b>	<b>11</b>
<b>9. Procédures de recours.....</b>	<b>12</b>
<b>10. Annexes .....</b>	<b>12</b>

# 1. Objet du marché

La consultation a pour objet le confortement d'un talus entre la place François Dupaya et la voie verte sur la commune de Montfort-en-Chalosse.

Le talus a été endommagé à la suite d'un glissement de terrain intervenu en décembre 2014.

Les travaux consistent à conforter le talus en place.

Lieu d'exécution des prestations : Commune de Montfort-en-Chalosse.

Maître d'œuvre :

DEPARTEMENT DES LANDES –  
23 rue Victor Hugo  
40025 MONT-DE-MARSAN

## 1.1 Forme du marché

La consultation ne fait pas l'objet d'une décomposition en lots. Les prestations donneront lieu à un marché unique.

Les raisons du non-allotissement de la consultation sont les suivantes :

Les prestations font l'objet d'un lot unique car la mission est homogène et ne peut être scindée pour être confiée à différents intervenants.

Le présent marché ne fait pas non plus l'objet d'un fractionnement en tranches ou bons de commande.

## 1.2 Nomenclature CPV

45252125-0 – Travaux d'enrochement

## 1.3 Durée du marché – Reconduction – Délais d'exécution

À titre indicatif, les prestations commenceront vers le 03/11/2025 et se termineront vers le 03/02/2026.

### 1.3.1 Période de préparation

Il est fixé une période de préparation. Elle est comprise dans le délai d'exécution.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux, sa durée est de 1 mois à compter du début de ce délai d'exécution.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

- Par les soins du maître d'œuvre :
  - VISA des plans d'exécution nécessaires pour le début des travaux.
- Par les soins du titulaire :
  - Établissement des plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier nécessaires pour le début des travaux dans les conditions prévues à l'article 29.2 du CCAG Travaux.
  - Établissement des Déclarations d'intention de commencement des travaux (DICT) et le cas échéant établissement des relances selon les prescriptions du Code de l'environnement.

En cas de retard dans le démarrage des travaux ou dans l'exécution de ceux-ci dû à un défaut de réception suite à relances fondées, le titulaire ne subira pas de préjudice sous réserve que ce dernier apporte la preuve que les prescriptions du code visé ci-dessus ont bien été respectées.

Dans ce cas, le titulaire pourra être indemnisé des frais réels occasionnés par ce retard sur présentation de tous justificatifs demandés par le maître d'ouvrage.
  - Les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du visa du maître d'œuvre (dérogation à l'article 28.2.2 du CCAG Travaux).

- Établissement d'un plan d'assurance qualité du chantier décrivant les dispositions relatives à la gestion de la qualité et remise au maître d'œuvre, qui le vise. Les dispositions de ce plan sont de la responsabilité du titulaire. Celui-ci est libre de les modifier, à l'exception de celles rendues contractuelles par le marché. Les modifications sont portées à la connaissance du maître d'œuvre comme le plan initial.

### **1.3.2 Délais d'exécution**

Le délai d'exécution est fixé à 3 mois.

Il commencera à courir à compter de la date fixée par l'ordre de service qui prescrira de commencer les prestations.

## **1.4 Reconduction**

Le marché ne sera pas reconduit.

## **1.5 Insertion sociale - Mise en œuvre de l'article R2111-10 du Code de la Commande Publique**

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le Conseil départemental des Landes souhaite faire appel à ses partenaires privilégiés que sont les entreprises qui répondent à ses appels publics à la concurrence. L'entreprise choisie, quelle qu'elle soit, est invitée, pour l'exécution du marché, à proposer une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

**Une offre qui ne satisferait pas à cette condition sera irrégulière pour non-conformité au cahier des charges.**

Par ailleurs, la(e) facilitatrice(eur) de la clause sociale se tient à la disposition des entreprises pour les informer des modalités de mise en œuvre de la clause sociale.

Contact :

Conseil Départemental des Landes

Baptiste LENGLET

Tél : 06.42.23.92.29

baptiste.lenglet@landes.fr

Dans ce cadre, la(e) facilitatrice(eur) a pour missions :

- d'informer les entreprises soumissionnaires, des dispositifs d'insertion
- de proposer des personnes susceptibles de bénéficier des mesures d'insertion avec le concours des organismes spécialisés
- de fournir à titre indicatif la liste des opérateurs de l'insertion par l'activité économique concernés par les lots du marché
- de suivre l'application de la clause et d'évaluer des effets sur l'accès à l'emploi en liaison avec les entreprises.

## **2. Organisation de la consultation**

### **2.1 Procédure de passation**

La présente consultation est lancée suivant la procédure de l'appel d'offres ouvert en application des articles R. 2124-1, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

### **2.2 Dispositions relatives aux groupements**

Le marché pourra être attribué à une seule entreprise ou à un groupement d'entreprises.

Si le marché est attribué à un groupement conjoint, le mandataire conjoint sera solidaire de chacun des membres du groupement.

Possibilité de présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements :

☐ Oui

☒ Non

Ou en qualité de membres de plusieurs groupements :

☐ Oui

☒ Non

## 2.3 Variantes

### 2.3.1 Variantes libres

**La proposition de variante libre est autorisée.**

Dans le cadre de la présente consultation, le pouvoir adjudicateur impose aux candidats la remise d'une offre de base avec leur(s) offre(s) variante(s) libre(s).

#### **Définition de la variante autorisée – Confortement de talus en enrochement**

Dans le cadre du présent marché, les candidats sont autorisés à proposer un maximum de 2 variantes portant sur une solution technique alternative de confortement de talus à la solution de base en enrochement.

##### Objet de la variante :

La variante devra proposer un procédé de confortement permettant d'assurer une stabilité équivalente ou supérieure à celle de l'enrochement tel que prévu dans la solution de base. Elle pourra porter, notamment, sur :

- Le type de matériaux utilisés (par exemple : gabions, terre armée, techniques végétalisées renforcées, murs de soutènement alternatifs, clouage de talus, etc.) ;
- La méthode de mise en œuvre ;
- L'intégration paysagère ou environnementale ;
- Les performances techniques et la durabilité du confortement.

##### Exigences requises :

- La variante devra respecter **l'ensemble des objectifs de stabilité, de sécurité, et de pérennité** définis dans les Annexes 1 et 2.
- Elle devra s'intégrer **dans l'emprise foncière** prévue pour les travaux sans emprise supplémentaire.
- La variante ne devra entraîner **aucune dégradation de la sécurité du chantier ou de l'exploitation** de l'ouvrage.
- Elle devra être accompagnée d'un **mémoire technique détaillé**, incluant des notes de calcul, plans d'exécution, et tous justificatifs permettant d'en évaluer la faisabilité, la durabilité, et la compatibilité avec l'environnement du site.

##### Modalités de présentation des variantes libres :

Les candidats doivent présenter une proposition entièrement conforme aux documents de la consultation. La proposition de variante(s) libre(s) sera présentée dans un acte d'engagement distinct de celui de l'acte d'engagement de la solution de base sur lequel sera indiqué qu'il s'agit d'une proposition de variante(s) libre(s).

La variante devra être présentée dans un dossier distinct du mémoire technique de base et clairement identifiée comme telle. Elle fera l'objet d'une analyse technique et économique spécifique par le pouvoir adjudicateur, selon les critères d'attribution définis au règlement de la consultation.

Les candidats présenteront un dossier général « *Variantes* » comportant un sous-dossier particulier pour chaque variante limitée qu'ils proposent.

Ils indiqueront, outre les répercussions de chaque variante sur le montant de leur offre de base les rectifications à apporter, éventuellement, au cahier des charges.

Il est à noter que le pouvoir adjudicateur souhaite limiter le nombre de variante(s) libre(s) à 2 maximum par candidat.

Si les offres contiennent un nombre de variantes supérieur à celui indiqué ci-dessus, aucune des variantes ne sera analysée.

## **2.4 PSE – Prestations supplémentaires éventuelles**

**Il n'est pas prévu de PSE.**

## **2.5 Modification de détail au dossier de consultation**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Il est précisé que les différentes pièces du DCE ne peuvent être modifiées à l'initiative du candidat sous peine d'irrégularité. La modification du descriptif est interdite. Les quantités sont données à titre indicatif. Elles ne peuvent pas être modifiées. Toute remarque doit faire l'objet d'une remarque préalable par écrit via la plateforme de dématérialisation.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **2.6 Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est de 120 jours à compter de la date limite de remise de l'offre.

## **2.7 Visite des lieux d'exécution du marché**

Les candidats devront **obligatoirement procéder à une visite des lieux** d'exécution du marché.

Pour obtenir les renseignements afin d'effectuer cette visite, ils devront s'adresser à :

Baptiste BEGUE

Responsable de l'entretien des chaussées

Direction Mobilités et Infrastructures / Service Gestion et Exploitation des Infrastructures

Tél. : 05 58 05 40 40 | poste 8384

23 rue Victor Hugo, Mont-de-Marsan

À l'issue de cette visite obligatoire, une attestation de passage sera délivrée aux candidats. Cette attestation devra nécessairement être jointe à l'offre.

# **3.Contenu du dossier de consultation**

Les documents de la consultation comprennent les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Le bordereau des prix unitaires
- Le détail estimatif
- Annexe 1 - Rapport G2 AVP
- Annexe 2 - Rapport G2 AVP complémentaire
- Annexe 3 - Attestation de visite
- Annexe 4 - Récépissés de DT
- Plan de situation
- Profils en travers

## 4.Retrait du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur informe les candidats que le dossier de consultation est dématérialisé.

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE), enregistré sous le numéro **2025GEI0403**, peut être consulté et téléchargé gratuitement à l'adresse suivante :

<https://demat-ampa.fr>

Lors du téléchargement du dossier de consultation, il est recommandé à l'entreprise de créer un compte sur la plateforme de dématérialisation où il renseignera notamment le nom de l'organisme soumissionnaire, et une adresse électronique afin de la tenir informée des modifications éventuelles intervenant en cours d'une procédure (ajout d'une pièce au DCE, envoi d'une liste de réponses aux questions reçues, . . .).

Le candidat est informé que seul l'exemplaire du dossier de consultation détenu par le pouvoir adjudicateur fait foi.

## 5.Présentation des candidatures et des offres

**Les candidats auront à produire les pièces ci-dessous définies rédigées en langue française.**

Si toutefois ces pièces étaient rédigées dans une autre langue, il est exigé que les candidats joignent une traduction en français, en vertu des articles R 2143-16 pour les documents de candidature et R 2151-12 pour les documents de l'offre.

### 5.1 **Éléments nécessaires à la sélection des candidatures :**

Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire les pièces suivantes :

#### 5.1.1 Situation juridique

- Formulaire DC1 ou équivalent : lettre de candidature - habilitation du mandataire par ses cotraitants
  - Formulaire DC2 ou équivalent : déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement
  - Egalité Femme-Homme : Complément facultatif au dossier de candidature, dont la transmission est laissée à l'appréciation du candidat :
- Pour les entreprises de 50 salariés ou plus, l'index salarial avec les indicateurs relatifs aux écarts de rémunération entre les femmes et les hommes décrivant les éventuelles actions pour les supprimer.
- Pour les entreprises où sont constituées une ou plusieurs sections syndicales d'organisation représentative, le plan pour l'égalité professionnelle, déposé auprès de l'autorité administrative.

#### 5.1.2 Capacité

- Déclaration de chiffre d'affaires : déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique.
- Attestation d'assurance : déclaration appropriée ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels;
- Références de travaux similaires : une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.
- Liste des moyens techniques : déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature;

Le candidat pourra prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.

Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit (sous-traitant notamment), il devra produire les pièces relatives à cet intervenant visées au présent article ci-dessus. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution du marché par un engagement écrit de l'intervenant.

Il est porté à l'attention des candidats que, conformément aux dispositions de l'article R. 2143-13 du Code de la commande publique, ils ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais :

- D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;

- D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Les candidats sont invités à utiliser le coffre-fort électronique disponible gratuitement depuis leur compte sur <https://demat-ampa.fr>.

De plus, conformément aux dispositions de l'article R. 2143-14 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir au pouvoir adjudicateur les documents justificatifs et moyens de preuve qui ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

## **5.2 Éléments nécessaires au choix de l'offre**

Pour le choix de l'offre, les candidats doivent produire les documents suivants :

- Un acte d'engagement pour chaque solution proposée (AE). Le candidat précisera également la nature et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ainsi que la liste des sous-traitants qu'il se propose de présenter à l'agrément et à l'acceptation du pouvoir adjudicateur.
- Le bordereau des prix unitaires,
- Le détail estimatif,
- Une note méthodologique ou un mémoire technique qui contiendra :

A - SOPRE :

- L'organigramme de l'entreprise précisant les missions et délégations de chaque niveau hiérarchique avec le nom du responsable de la protection de l'environnement pour ce chantier.
- Les dispositifs et installations mis en œuvre pour assurer la protection de l'environnement.
- Les moyens matériels et humains pour s'assurer de la pérennité des dispositifs de protection.
- Les mesures qui seront prises pour réduire les nuisances du chantier, riverains et circulation publique.

B - SOGED :

- Les méthodes utilisées pour assurer le tri des déchets
- Les centres et lieux d'acheminement des déchets
- Les modes de transport d'acheminement des déchets
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité

C - Critères techniques d'exécution et d'exploitation du chantier (pour à préciser pour chaque solution proposée, solution de base et solution(s) variante(s)) :

- La description des principes de gestion de la circulation publique pour chaque phase et des moyens (matériels et personnels) mis en place pour assurer cette gestion.
- Le planning d'exécution détaillé faisant ressortir les délais d'exécution par phase.
- Les fiches techniques produits avec la liste du ou des fournisseurs.
- Les modes opératoires de mise en œuvre des matériaux



- L'attestation de visite. Il est précisé que l'absence de remise de l'attestation de visite entraîne une irrégularité de l'offre.

Le CCAP et les documents remis par le pouvoir adjudicateur, à l'exception de ceux visés ci-dessus et leurs annexes ne sont pas à remettre dans l'offre. Seuls les documents détenus par le pouvoir adjudicateur font foi.

Il est rappelé aux candidats que la signature de l'acte d'engagement vaut acceptation de toutes les pièces contractuelles.

## 6. Jugement des candidatures, des offres et attribution du marché

### 6.1 Jugement des candidatures

Les critères relatifs à la candidature et intervenant pour la sélection sont les **capacités techniques, financières et professionnelles**.

### 6.2 Jugement des offres

Les critères intervenant pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

<b>Prix</b> Définition et appréciation du critère au vu du détail estimatif : Ce critère est noté selon la formule de notation : Note du Prix = (Montant TTC de l'offre la plus basse / Montant TTC de l'offre examinée) x 70	<b>70 / 100</b>
<b>Valeur technique</b> Définition et appréciation du critère au vu de la note méthodologique ou un mémoire technique :  1 - Critères environnementaux pour 10 points répartis suivant les sous-critères suivants :  A -SOPRE 6 points : - L'organigramme de l'entreprise précisant les missions et délégations de chaque niveau hiérarchique avec le nom du responsable de la protection de l'environnement pour ce chantier (coef.1) - Les dispositifs et installations mis en œuvre pour assurer la protection de l'environnement (coef.1) - Les moyens matériels et humains pour s'assurer de la pérennité des dispositifs de protection (coef.0.5) - Les mesures qui seront prises pour réduire les nuisances du chantier, riverains et circulation publique (coef.0.5) B -SOGED 4 points : - Les méthodes utilisées pour assurer le tri des déchets (coef.0.5) - Les centres et lieux d'acheminement des déchets (coef.0.5) - Les modes de transport d'acheminement des déchets (coef.0.5) - Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité (coef.0.5)  2 - Critères techniques d'exécution et d'exploitation du chantier pour 20 points répartis suivant les sous-critères suivants :  <b>Pour la solution de base :</b> - La description des principes de gestion de la circulation publique pour chaque phase et des moyens (matériels et personnels) mis en place pour assurer cette gestion (coef.2) - Le planning d'exécution détaillé faisant ressortir les délais d'exécution par phase (coef.2) - Les fiches techniques produits avec la liste du ou des fournisseurs (coef.2) - Les modes opératoires de mise en œuvre des matériaux (coef.4)	<b>30 / 100</b>

**Pour la solution variante :**

- La description des principes de gestion de la circulation publique pour chaque phase et des moyens (matériels et personnels) mis en place pour assurer cette gestion (coef.1)
- Le planning d'exécution détaillé faisant ressortir les délais d'exécution par phase (coef.1)
- Les fiches techniques produits avec la liste du ou des fournisseurs (coef.2)
- Les modes opératoires de mise en œuvre des matériaux (coef.4)
- La notice descriptive de la variante et son annexe au CCTP (coef.2)

A l'intérieur de chaque critère, la notation s'effectue pour chaque sous-critère avec des notes continues de 0 à 2 associés à un coefficient.

Le barème de notation est le suivant :

- 0 point = sous critère Non Traité ou Incohérent,
- 1 point = sous critère Traité et peu détaillé ou peu adapté au chantier,
- 2 points = sous critère Traité, Détaillé et Adapté au chantier

**Rectification des offres :**

En cas de discordance constatée dans une offre entre le montant porté sur l'acte d'engagement, celui porté sur le détail estimatif, et celui porté sur le bordereau des prix unitaires, seul le montant en chiffres inscrit sur le BPU prévaudra et fera foi.

Conformément à l'article R2152-3 du Code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

## **6.3 Attribution du marché**

La réglementation ne fait plus obligation à l'opérateur économique, soumissionnant seul ou sous forme de groupement, de signer son offre. Toutefois, **la signature de l'offre du candidat attributaire devra impérativement intervenir au plus tard à l'attribution du marché.**

Conformément à l'article R. 2144-7 du Code de la commande publique, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra fournir les documents qui justifient qu'il n'entre pas dans les cas d'interdiction de soumissionner dans un délai de 10 jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur.

À défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé.

Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

## **7. Conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres**

La transmission des documents par voie électronique ne peut être réalisée qu'à l'adresse suivante : <https://demat-ampa.fr>, sur la consultation n°**2025GEI0403**.

**Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.**

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Un service d'assistance en ligne est mis à disposition des entreprises souhaitant soumissionner aux marchés publics, en cliquant sur la droite de l'écran.

Une demande en ligne doit être saisie, un numéro de ticket est ensuite attribué à cette demande et doit être indiqué lors de tout échange avec l'assistance téléphonique.

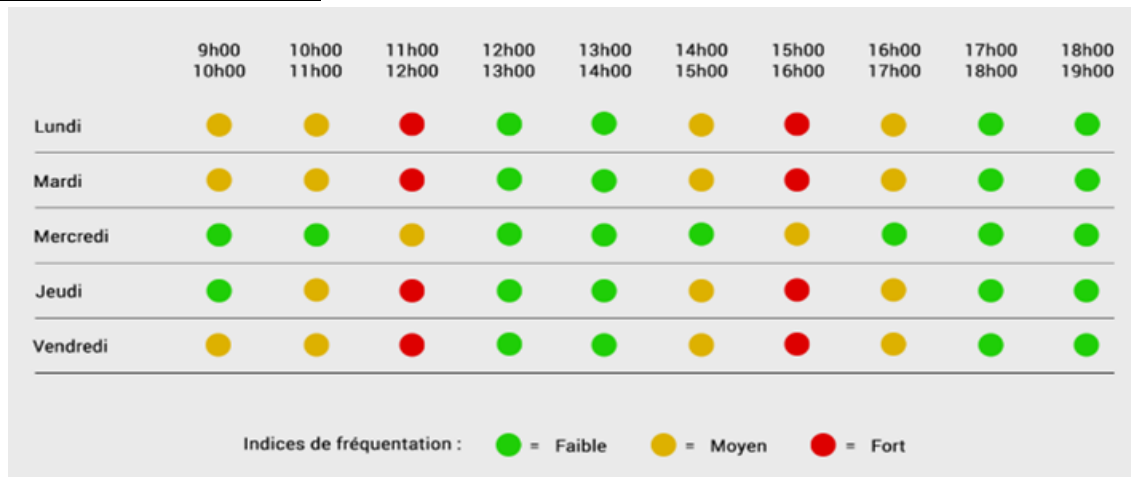
Le numéro d'accès à l'assistance téléphonique est : 01 53 43 05 44

Ce service support est ouvert de 9h00 à 19h00 les jours ouvrés.

La transmission doit pouvoir faire l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Les plis transmis par voie électronique sont horodatés.

L'attention des candidats est attirée sur la nécessité d'anticiper le dépôt de leur (s) offre(s) par rapport à la date limite des offres. Dans certains cas, une prise en main à distance par le Service Support peut se révéler nécessaire : A toute fin utile, les créneaux horaires conseillés en fonction des fréquentations de la plate-forme de dépôt sont énoncés ci-dessous :

### **Créneaux horaires conseillés**



Il est recommandé, dans la mesure du possible, d'envoyer les documents dans les formats PDF ou PDF/A et de joindre les fichiers compressés dans le format ZIP (à la place du format RAR ou tout autre format). Pour le nommage des fichiers, il est recommandé également de limiter le nombre de caractères (pas plus d'une trentaine) et d'éviter les caractères spéciaux (comme les accents, les virgules, etc.) et les espaces.

### **Formats de fichiers acceptés :**

En cas de transmission de réponse par voie électronique, les documents fournis doivent être dans l'un des formats suivants, sous peine d'irrecevabilité de l'offre :

- Format bureautique propriétaire de Microsoft compatible version 2003 (.doc, .xls et .ppt),
- Format texte universel (.rtf),
- Format PDF (.pdf),
- Formats images (.gif, .jpg et .png),
- Format pour les plans (.dxf et .dwg).

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

### **Copie de sauvegarde :**

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde soit par voie électronique, soit sur support physique électronique (CD-Rom, DVD-Rom, clé USB) ou sur support papier.

La copie de sauvegarde adressée par voie électronique est transmise au moyen d'outils et de dispositifs conformes aux exigences minimales des moyens de communication électronique prévus par les dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique (annexe 8 du code de la commande publique).

La copie de sauvegarde adressée sur support papier ou sur support physique électronique doit être transmise à l'adresse ci-dessous, sous pli scellé et comporter obligatoirement la mention : « copie de sauvegarde », l'identification de la procédure concernée et les coordonnées de l'entreprise :

*Conseil départemental des Landes  
Direction de la Commande publique  
Bureau 212  
23, rue Victor Hugo  
40025 MONT de MARSAN*

Les documents de la copie de sauvegarde doivent être signés (pour les documents dont la signature est obligatoire). Si le support physique choisi est le support papier, la signature est manuscrite. Si le support physique choisi est électronique, la signature est électronique.

Cette copie de sauvegarde pourra être ouverte dans les cas décrits à l'article 2 II de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Les plis contenant la copie de sauvegarde, non ouverts, seront détruits à l'issue de la procédure par le pouvoir adjudicateur.

## 8. Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires relatifs à cette consultation, les candidats devront faire parvenir en temps utile leur demande par voie électronique, exclusivement sur la plateforme de dématérialisation dont l'adresse est la suivante : <https://demat-ampa.fr>.

Si le fournisseur n'est pas en capacité de transmettre sa demande par voie électronique elle la transmet à l'adresse suivante :

### Renseignements techniques

DEPARTEMENT DES LANDES

Nom du contact : Monsieur Baptiste BEGUE

Adresse : 23 Rue Victor Hugo

40000 Mont-de-Marsan

Téléphone : 0558054040

[baptiste.begue@landes.fr](mailto:baptiste.begue@landes.fr)

### Renseignements administratifs

DEPARTEMENT DES LANDES

Nom du contact : Madame Axelle BOUTET

Adresse : 23 Rue Victor Hugo

40000 MONT-DE-MARSAN

Téléphone : 0558054040

[marchespublics@landes.fr](mailto:marchespublics@landes.fr)

Seules les demandes adressées au moins 8 jours avant la date limite de réception des offres feront l'objet d'une réponse de la part du pouvoir adjudicateur.

Une réponse sera adressée au plus tard 6 jours avant la date fixée pour la réception des offres aux candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sur la plateforme de dématérialisation après s'être préalablement identifiés

Concernant les informations relatives à la remise des offres dématérialisées, il convient de se reporter à l'article *Conditions d'envoi et de remise des candidatures et/ou des offres* du présent document.

## 9. Procédures de recours

Concernant la présente consultation, les éléments relatifs aux procédures de recours sont les suivants :

Tribunal administratif de Pau

Villa Noulibos - 50, Cours Lyautey 64010 Pau Cedex Tel : 05 59 84 94 40

Télécopie: 05 59 02 49 93

Courriel: [greffe.ta-pau@juradm.fr](mailto:greffe.ta-pau@juradm.fr)

ou par voie dématérialisée à l'adresse

<http://www.telerecours.fr/>

## **10. Annexes**

Liste des annexes :

- Annexe Signature électronique

# ANNEXE : EXIGENCES RELATIVES AU CERTIFICAT DE SIGNATURE

## Certificat de signature :

Le certificat de signature du signataire doit être conforme au règlement « eIDAS » ou équivalent et respecter le niveau de sécurité exigé. Le RGS (référentiel général de sécurité) est remplacé par le règlement « eIDAS » depuis le 1er octobre 2018.

Néanmoins, les candidats disposant déjà d'un certificat « RGS », celui-ci reste utilisable jusqu'au terme de sa période de validité.

### **- Cas 1 : Certificat émis par une Autorité de certification «reconnue» - Aucun justificatif à fournir**

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans la liste de confiance suivante :

<https://www.ssi.gouv.fr/entreprise/reglementation/confiance-numerique/le-reglement-eidas/liste-nationale-de-confiance/>

Les candidats européens trouveront également la liste complète des prestataires sur la liste de confiance tenue par la Commission européenne :

<https://esignature.ec.europa.eu/efda/tl-browser/#/screen/tl/FR>

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

### **- Cas 2 : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance - Différents justificatifs à fournir**

La plateforme de dématérialisation accepte tous les certificats de signature électronique présentant des conditions de sécurité équivalentes à celles du Référentiel général de sécurité (RGS) et « eIDAS ».

Le candidat s'assure par lui-même que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité défini par le Référentiel général de sécurité (RGS) ou « eIDAS », et en fournit les justificatifs dans sa réponse électronique.

Le candidat fournit également tous les éléments techniques permettant au pouvoir adjudicateur de s'assurer de la bonne validité technique du certificat utilisé.

Ainsi, le signataire doit transmettre avec sa réponse électronique les éléments suivants :

a) tout élément permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature (preuve de la qualification de l'Autorité de certification, politique de certification, adresse du site internet du référencement de l'Autorité de certification),

b) les outils techniques de vérification du certificat (chaîne de certification complète jusqu'à l'Autorité de Certification racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation des certificats).

Il est précisé que tous ces éléments doivent être d'accès et d'utilisation gratuits pour l'acheteur, et être accompagnés le cas échéant de notices d'utilisation claires.

## Outil de signature utilisé pour signer les fichiers :

La réglementation autorise le soumissionnaire à utiliser l'outil de signature de son choix.

**- Cas 1 : Le soumissionnaire utilise l'outil de signature de la plate-forme - Aucun justificatif à fournir**

La plate-forme intègre un outil de signature électronique, qui réalise des Jetons de signature au format réglementaire XAdES.

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur les signatures électroniques transmises et l'outil de signature utilisé.

**- Cas 2 : Le soumissionnaire utilise un autre outil de signature que celui intégré à la plate-forme - Différents justificatifs à fournir**

Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui de la plate-forme, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- a) Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES.
- b) Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Il est précisé que tous ces éléments doivent être d'accès et d'utilisation gratuits pour l'acheteur, et être accompagnés le cas échéant de notices d'utilisation claires.